

sang au régime capitaliste. La réaction à cette politique se manifesta en partie au travers du succès du parti communiste, mais elle se manifesta surtout — dans son ensemble — au travers de la victoire de la nouvelle formation politique rexiste qui gagna d'un coup 22 représentants à la Chambre. Le rexisme est un mouvement surgi au sein du parti catholique et qui s'est développé à la faveur d'une exploitation à grande sensation des scandales ayant accompagné la déconfiture de la Banque Belge du Travail. C'est parce qu'il faisait surtout appel à une masse de petits épargnants qui virent leurs économies compromises dans les institutions bancaires du parti catholique et socialiste, que le rexisme obtint un succès marquant au cours de la campagne électorale qui fut d'ailleurs menée avec toutes les ressources de la grande réclame. Le grand capitalisme qui a, évidemment, amplement soutenu ce mouvement, peut aussi y entrevoir une possibilité pour faire déferler une attaque fasciste, mais il est encore trop tôt pour pouvoir déduire des succès électoraux la perspective d'un bouleversement profond de la situation en Belgique où le capitalisme évincerait les forces de la gauche pour en arriver à l'instauration d'un régime totalitaire du type autrichien ou portugais. Les résultats déjà obtenus par le rexisme ne sont nullement la preuve d'une concentration du capitalisme autour de lui; en France, en 1934, des succès bien plus importants avaient été obtenus par la droite et, pourtant, nous n'y avons pas assisté à une transformation radicale de la structure de la société capitaliste vers le fascisme. S'il est encore trop tôt pour dévisager nettement les perspectives découlant du résultat des élections, il est tout à fait certain qu'elles ont prouvé qu'en quelques mois tous les bénéfices des expédients dévaluationnistes ont été gaspillés et que les situations connaissent à nouveau toute l'exacerbation des contrastes de classe: d'un côté, les ouvriers manifestent clairement qu'ils ne veulent pas sacrifier leurs intérêts sur l'autel du renflouement du capitalisme, de l'autre côté surgissent des mouvements appelés à canaliser l'attention des masses au dehors et contre leurs revendications pour les attirer vers une protestation démagogique contre « l'hyper-capitalisme », ce qui permettra de les désarmer en face d'une attaque massive contre leurs conditions de vie et leurs organisations.

Immédiatement après les élections commencèrent les consultations pour la constitution d'un nouveau ministère et il apparut de suite que les socialistes voulaient éviter de prendre la direction du cabinet. Van Zeeland refusa de constituer le cabinet et, le 3 juin, lorsque Vander-

velde est chargé d'une mission d'information en vue d'établir la personnalité capable de constituer un nouveau ministère d'Union Nationale, la grève d'Anvers éclate et c'est le podrome d'un vaste mouvement qui embrassera, la semaine suivante, toute la Belgique: 500.000 ouvriers ayant abandonné le travail. C'est uniquement ce puissant mouvement qui a obligé le capitalisme à remettre à plus tard l'exécution d'un plan que Van Zeeland avait nettement exprimé le 2 mai 1936 et où, en plus de certains aménagements de l'institution parlementaire dans le sens de ce que proposa jadis Doumergue en France, (renforcement du pouvoir exécutif et diminution considérable des prérogatives parlementaires), il était question de la constitution d'un Grand Conseil Economique à tendance nettement corporatiste. Le P. O. B. montrait, évidemment, une forte hésitation à accepter un tel programme, mais il n'était nullement dans ses intentions de faire appel à des mouvements de classes pour alerter la classe ouvrière contre un plan directement dirigé contre elle et il est certain que si les grandes batailles n'avaient pas éclaté, l'on serait certainement arrivé à la formation d'un nouveau gouvernement ayant l'appui des socialistes et qui aurait représenté un acheminement direct vers la réalisation du programme Van Zeeland. Le jeudi 12 juin, lorsque Van Zeeland refusa de constituer le ministère, nous en sommes encore aux manœuvres de chantage de part et d'autre pour arriver à un compromis permettant l'application graduelle de la transformation préconisée de la structure de l'Etat belge. Mais, le lendemain, la situation a changé du tout au tour: l'espoir doit être abandonné que la grève d'Anvers, qui dure depuis une semaine sans se relier à un mouvement d'ensemble, puisse être localisée et les grèves de Liège font apparaître la nécessité de courir au plus pressé. Le lendemain même de son refus, Van Zeeland accepte et le ministère est constitué sur la base d'une représentation socialiste (six ministres), qui sera en correspondance avec les services qu'ils devront rendre pour mater la révolte ouvrière. Les chefs péobistes se montreront d'ailleurs parfaitement dignes de la confiance que le capitalisme a mise en eux.

L'évolution de la crise ministérielle pourrait faire supposer que, « in extremis », les socialistes auraient eu recours à des mouvements de classes afin de contrecarrer la manœuvre de Van Zeeland et pour obtenir au moins un sursis dans l'exécution du plan de transformation corporatiste de l'Etat belge. Mais les faits détruisent une telle conjecture et prouvent nettement qu'entre les mouvements de classes et la social-